

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 21868 - 81ÈME ANNÉE

Vote de confiance sur la politique du gouvernement

Quel que soit le gouvernement choisi, un changement de politique s'impose pour La Réunion



Hier soir avait lieu un vote sur la politique du gouvernement à l'Assemblée nationale ont l'issue ne semblait guère faire de doute avec une majorité de députés votant contre. Dans ce dernier cas, le Premier ministre François Bayrou avait annoncé hier remettre la démission de son gouvernement ce qui entrainera la désignation d'un nouveau Premier ministre par le président de la République et donc un nouveau gouvernement.

À La Réunion, nous vivons chaque jour les conséquences directes des décisions prises à 10 000 kilomètres de chez nous. Les choix effectués à Paris façonnent notre quotidien, sans que notre peuple ait réellement son mot à dire. Cette dépendance a d'autant plus de conséquences que la France

traverse une crise politique profonde, aggravée par le choix du président de dissoudre l'Assemblée nationale au lendemain de la défaite de son parti aux élections européennes l'an dernier. Deux gouvernements se sont succédé depuis.

Ce calcul politicien n'a fait qu'alimenter l'instabilité et l'incertitude, en France comme à La Réunion. Pendant que Paris s'enfonce dans ses querelles d'appareil, notre île continue de souffrir. Ici, plus de 30 % de la population vit sous le seuil de pauvreté, le chômage reste massif, les jeunes n'ont pas de perspectives, et les familles peinent à joindre les deux bouts. Dans un tel contexte, chaque coup porté par l'État pèse bien plus lourd qu'en France.

Le déficit résultat de choix délibérés connaissent la réalité de terrain.

Car il faut le rappeler : si les caisses de l'État sont vides, c'est le résultat de choix délibérés. Les gouvernements successifs ont multiplié les cadeaux fiscaux aux plus riches et aux grandes entreprises, réduisant drastiquement les recettes publiques. Et maintenant, au nom de « l'effort collectif », Paris exige des plus modestes qu'ils paient la facture ! La politique de rigueur imposée par Paris frappe de plein fouet les Réunionnais, qui voient leurs droits sociaux menacés, leurs services publics affaiblis et leur pouvoir d'achat réduit.

L'heure n'est plus aux demi-mesures ni aux ajustements techniques. Quel que soit le gouvernement installé demain par le chef de l'État, il doit impérativement changer de cap. Il doit cesser de considérer La Réunion comme une variable d'ajustement et commencer à écouter les propositions émanant de notre pays : elles sont portées par les associations, les syndicats, les partis, les élus locaux et toutes les forces vives qui

Faire confiance aux Réunionnais

Faire confiance aux Réunionnais, c'est rompre avec la logique qui persiste encore trop souvent dans les relations entre Paris et notre île. C'est reconnaître que nous avons la capacité de bâtir nous-mêmes des réponses adaptées à nos besoins : développer une agriculture nourricière, sauver la canne à sucre, notre or vert, investir massivement dans l'emploi des jeunes, soutenir l'économie réunionnaise et le développement des transports collectifs, garantir l'accès universel aux droits fondamentaux.

Le peuple réunionnais n'attend pas la charité, il exige la justice. Si la France veut rester fidèle à ses principes d'égalité et de fraternité, elle doit cesser de faire payer aux plus pauvres les erreurs de gestion du pouvoir central. Il est temps que la parole et la volonté des Réunionnais soient enfin respectées.

M.M.

« Li la pa rode ki k'i pèrde ki k'i gagn, li la vol déssi » : in kozman pou la rout.

Dann noute sossyété, suivan lé ka, néna d'moune i roflèshi : avan larg in kozman zot i tourn sète foi zot lang dan zot boush. Avan fèr in n'afèr i kalkil, i kalkil, san fin.

Néna d'ote , la roflékssion lé pa zot for : an de tan troi mouvman zot la fine réazir mèm pou in n'afèr la mèm pankor arivé sansa prèsk.

Donk dsi so poinn -vizé la néna dann nout sossyété, sak i roflèshi épi néna sak i roflèshi pa. Avoir a fèr a inn osinonsa a l'ote kalité d'moune lé pa parèye. Lo pli mové sé sak i azi san roflèshir pars zot i pèz ni lo pour, ni lo kont.

An kréol rényoné i di sak mwin la mark an-o la : li la pa rode ki k'i pèrde ki k'i gagn... é sa i vé dir sak mwin la fine mark an-o la..

An atandan mi domann azot bien roflèshir pars défoi fé travaye la tête, sa i permète éskiv lo pir.

Ni artrouv pli dvan sipétadyé.

Justin

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr
Raymond Vergés

81^e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany

Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ;

1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud

2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau

2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail

:journal.temoignages@gmail.com

SITE web : www.temoignages.re

Publicité :journal.temoignages@gmail.com

CPPAP : 0916Y92433

10 milliards de dollars en moins sur les 25 milliards alloués l'an dernier

Les coupes américaines dans l'aide mettent sous pression les programmes de santé en Afrique

Les coupes budgétaires drastiques dans l'aide internationale au développement effectuées par le gouvernement américain vont continuer de mettre sous pression la santé mondiale, surtout dans les pays en développement, a affirmé lundi le directeur de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), relevant que ces coupes perturbent les systèmes de santé dans de nombreux pays.

Selon la dernière analyse de l'OMS, l'aide à la santé devrait diminuer de près de 40 % cette année par rapport à il y a seulement deux ans, soit 10 milliards de dollars en moins sur les 25 milliards alloués l'an dernier.

« Il ne s'agit pas d'un changement progressif, mais d'un véritable précipice », a averti, le Directeur général de l'OMS, le Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus.

Dans son discours prononcé à l'ouverture de la 75e session du Comité régional de l'OMS pour l'Afrique à Lusaka (Zambie), il s'est inquiété des conséquences sur le continent africain confronté à de « nombreux défis sanitaires ».

Reculs

Alors que la mortalité maternelle et infantile reste « élevée » dans de nombreux pays, les progrès dans la lutte contre le VIH, le paludisme et la tuberculose ont stagné et, dans certains cas, ont même reculé. Dans le même temps, le fardeau des maladies non transmissibles et des troubles mentaux ne cesse de s'alourdir.

« Chaque année, nous sommes confrontés à des urgences sanitaires causées par des épidémies, des conflits ou des phénomènes climatiques », a ajouté le Dr Tedros.

Pendant ce temps, « des médicaments vitaux restent stockés dans des entrepôts ». « Des professionnels de santé perdent leur emploi, des cliniques ferment leurs portes et des millions de personnes ne bénéficient plus de vaccinations ni de soins ».

Alors que plusieurs pays en développement traversent cette « période extrêmement difficile », l'OMS note que cette crise recèle également une « opportunité ». Une façon de rappeler que ces coupes budgétaires doivent être une occasion « de se libérer du joug de la dépendance à l'aide et d'entrer dans une nouvelle ère de souveraineté, d'autonomie et de solidarité ».

Taxes sur le tabac, l'alcool et les boissons sucrées

« De nombreux dirigeants africains m'ont dit qu'ils étaient prêts à opérer cette transition. Beaucoup d'entre vous, ici présents, en fait. Et de nombreux pays ont pris des mesures », a d'ailleurs fait valoir le Dr Tedros.

A cet égard, le Ghana est l'un des nombreux pays qui prennent des mesures concrètes sur la voie de l'autonomie durable. Au début de cette année, son Parlement a supprimé le plafond limitant le montant des taxes affectées à l'Agence nationale d'assurance maladie. Cela se traduit par une hausse de 60 % du budget du régime national d'assurance maladie pour 2025.

Selon l'OMS, des taxes sur le tabac, l'alcool et les boissons sucrées constituent un autre outil puissant pour générer des revenus et améliorer la santé. Au cours de la dernière décennie, le Botswana, le Cap-Vert, le Gabon, le Ghana, le Kenya, Maurice, le Nigéria et l'Afrique du Sud ont tous introduit de telles taxes.

Suppressions d'emplois à l'OMS

Ces derniers développements sur le continent africain surviennent alors que l'OMS est également confrontée à une situation financière très difficile.

En mai, l'Assemblée mondiale de la Santé a approuvé le budget de 4,2 milliards de dollars pour l'exercice biennal 2026-2027, soit une baisse de plus de 20 % par rapport au budget initial proposé de 5,3 milliards de dollars.

Dans ces conditions, l'agence basée à Genève a mis en œuvre depuis février dernier une série de mesures d'économie, notamment une réduction significative des déplacements, qui devrait leur permettre d'économiser jusqu'à 190 millions de dollars cette année.

Parallèlement, l'OMS a entrepris un exercice de hiérarchisation des priorités. Cela s'est traduit par des « décisions difficiles mais nécessaires », comme la baisse de moitié de son équipe de direction, suivie d'une réduction significative du nombre de départements et de directeurs au siège à Genève.

L'agence a également proposé des plans de départs volontaires à la retraite et des départs anticipés. À ce stade, l'OMS prévoit environ 600 suppressions d'emplois au siège.

Oté

Promess sé dète ? Ok ! Mé dète pou ki dann in zélékssion ?

Mézami, mi panss, konm mwin, konm toute bann léktèr nout zoinal zot i koné kozman mwin la mark anlèr-la. Si ou la promi i fo wi respèk oute promèss. Sinte sizane i di, i fo respèk la parol doné.. In sakré bon program.

Normal ! Dan la vi toulézour sé sa mé dann la vi piblik ? L'avé in vyé madré, politissien laba dan La franss, plizyèr foi prézidan d'konsèye- mèm shoz ké promhyé miniss !-ébin bononm-la, téi apèl Edgard Faure konm i di, téi kiltiv plizyèr zoforism é an parmi li té i di : la promèss i angaz arienk sak i kroi, pa sak i fé. Aprésa li té di ankor la pa la zirou-ète k 'i tourn sé lo van.

Alor si mi di sa zordi sé pou lanss in apèl pou ète pridan. Toute bann z'om politik néna bone volonté kissoi par rapor zot zéléktèr kissoi par rapor zot porte-moné. Sa i anpèsh pa shakinn avoir son lidéoloji, son prop kroiyanss épi in sèrtin sanss lo sèrviss piblik.

Pou kossa apèl a ète pridan ? Pars konm mi di touzour nou lé dann in rézime néokolonyal é sak i vé kass lo bann kode lé pankor né. Néna in ta d'zafèr mi yèmré antann konm promèss é partikilyèrman in promèss possib mé in promèss possib, sa i kass pa lo kode néo-kolonyal é sé sak i shagrine amwin in pé.

Par égzanp : néna d'moune maléré issi La Rényon é mi yèmré bien antann in promèss pou finir avèk la mizèr. Promèss i mank pa é sa i prouv arienk in n'afèr sé ké bonpé zom osinosa fam piblik néna bon kèr. Ok ! Mé bonkèr i ranpli pa la marmite sak tazantan dan lo moi la marmite lé vide.

Mi rapèl Bruny Payet. Sa té in gran om sa mé mi rapèl son kozman téi di konmsa lo sistèm ni viv dodan li va konète son boute in zour osinonsa l'ote pars la pa li va pèrmète anou avanssé , bien avanssé.

Donk pridanss ! promèss sé dète mé pa toultan é ni koné bann promèss par avanss ni koné zot va éshoué. Ni pé promète toute é ninporte koi mé antanssion lo kotèr dsi in zanm de boi.

A bon antandèr salu !

Justin